

Il a déclaré: "Aux critiques qui prétendent que nous avons vendu notre âme au diable en faisant entrer l'énergie dans l'accord de libre-échange, je rappellerai que sans ses exportations en ce domaine, le Canada aurait eu un déficit commercial de 3 milliards \$ durant les six premiers mois de 1987."

En 1985, le Canada a exporté en fait pour près de 15 milliards \$ de produits énergétiques -- pétrole, gaz, électricité et uranium compris. Ce commerce procure un gagne-pain à des milliers de Canadiens.

Certaines de ces exportations ont été menacées par les restrictions américaines.

L'Accord garantit nos marchés; et les Américains sont assurés de leurs approvisionnements.

Les provinces possèdent les ressources, elles continuent des les gérer et de les réglementer, et les prescriptions relatives à la propriété canadienne s'appliquent toujours.

L'Accord donne aussi expression à la politique énergétique du gouvernement, qui a déréglementé l'industrie et permis aux producteurs d'énergie de vendre aux prix mondiaux. Cela est important pour les provinces productrices d'énergie, qui ne voient pas pourquoi elle devraient vendre en dessous du prix du marché lorsque d'autres provinces -- comme l'Ontario - exigent et reçoivent les prix du marché pour ce qu'elles produisent.

Nous reconnaissons partager le continent nord-américain; nous reconnaissons aussi que nos relations avec les États-Unis ont un caractère unique. Mais, comme les partenaires de n'importe quelle entreprise, nous aurons à l'occasion des désaccords.

Nous en avons depuis des années.

Nous avons eu des différends, ces dernières années, au sujet du bois d'oeuvre résineux, des bardeaux et du porc pour ne citer que quelques exemples, car la liste est longue.

Chaque fois qu'un groupe d'intérêt américain a pu organiser un lobby assez puissant à Washington, un mur tarifaire s'est dressé contre les producteurs canadiens qui offraient sur le marché américain un produit plus compétitif.

Nous n'avons jamais eu vraiment d'arbitre pour ces différends. Nous pouvions seulement lancer un appel aux Américains eux-mêmes, ou au GATT ... qui ne se met pas en branle très rapidement.